

PRÉFECTURE DE L'ILLE-ET-VILAINE

DIRECTION DE L'ENVIRONNEMENT  
ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE  
Bureau des Installations Classées  
Secteur 3/cl

**MODIFICATIF**  
**N° 32.344**

**LE PREFET DE LA REGION BRETAGNE**  
**PREFET D'ILLE-ET-VILAINE**  
Officier de la Légion d'Honneur  
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

Vu la directive du Conseil n° 91/676/CEE du 12 décembre 1991 concernant la protection des eaux contre la pollution par les nitrates à partir de sources agricoles ;

Vu le code de l'environnement et notamment son titre 1<sup>er</sup> du livre V ;

Vu le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié relatif à la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le décret n° 93-1038 du 27 août 1993 relatif à la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;

Vu le décret n° 2001-34 du 10 janvier 2001 modifié relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;

Vu l'arrêté ministériel du 7 février 2005 modifié, fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages de bovins, de volailles et/ou de gibiers à plumes et de porcs soumis à autorisation au titre du livre V du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 7 février 2005 modifié, fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages de bovins, de volailles et/ou de gibier à plumes et de porcs soumis à déclaration au titre du livre V du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2005 modifié, relatif au troisième programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;

VU l'arrêté n° 32.344 en date du 31 octobre 2002, autorisant l'E.A.R.L. LA GLAINE à exploiter un élevage de volailles de chair au lieu-dit « La Verrerie » à LA BAZOUGE-DU-DESERT ;

VU la demande présentée par l'E.A.R.L. LA GLAINE, dont le siège social se situe au lieu-dit « La Verrerie » à LA BAZOUGE-DU-DESERT, en vue d'obtenir l'autorisation de modifier les conditions d'exploitation de cet élevage ;

VU le dossier et les plans joints à la demande d'autorisation ;

VU l'avis de l'Inspecteur des Installations Classées dans son rapport en date du 9 janvier 2007 ;

VU l'avis émis par le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST) lors de sa réunion du 27 février 2007 ;

Considérant qu'aux termes de l'article L-511.1 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

Considérant que les conditions techniques d'exploitation sont de nature à prévenir la pollution des eaux superficielles et souterraines ;

Considérant que les mesures imposées à l'exploitant permettront de limiter les nuisances olfactives et sonores ;

Considérant que l'E.A.R.L. LA GLAINE, dont l'élevage se situe en zone d'excédent structurer, s'engage à ce que la quantité d'azote organique annuelle contenue dans les effluents de ses élevages se limitera à 12 111 kg au maximum, soit en dessous du plafond au-delà duquel s'applique une obligation de traitement ou de transfert pour un retour sur les terres en propre ;

Considérant que les bilans de fertilisation « azote » et « phosphore » satisfont aux normes en vigueur après transfert d'une partie du compost produit sur le site ;

Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers ou inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L-511.1 du titre 1<sup>er</sup> du livre V du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

Considérant que les prescriptions du 3<sup>ème</sup> programme d'action au titre de la Directive Nitrate, s'appliquent à toutes les exploitations ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture d'Ille-et-Vilaine ;

## **AR R E T E**

**Article 1er** - L'alinéa 3 de l'article 1er de l'arrêté d'autorisation n° 32.344 en date du 31 octobre 2002, est modifié comme suit :

L'élevage est classé à la rubrique 2111 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Les effectifs animaux entretenus dans l'exploitation ne devront en aucun cas dépasser par type et catégorie ceux fixés dans le tableau ci-dessous :

Rubrique 2111	Nombre
<b><u>Volailles de chair</u></b>	<b>45 845 animaux équivalents comprenant des poulets de chair et le cas échéant 15 800 pintades</b>
<b><i>ACTIVITE NON CLASSEE</i></b>	<b>Nombre</b>
<i>Vaches laitières</i>	30
<i>Génisses</i>	27
<i>Bovins à l'engrais</i>	15

**Article 2** – Les alinéas 1, 2 et 3 de l'article 3 de l'arrêté d'autorisation n° 32.344 en date du 31 octobre 2002, sont modifiés comme suit :

Le nombre de volailles produit par an sera au maximum de 212 000 poulets de chair et 15 800 pintades.

La surface des poulaillers totalisera au maximum 2 300 m<sup>2</sup>.

**La quantité d'azote organique contenue dans les effluents bruts d'élevage sera au maximum de 7 944 kg par an pour les volailles et de 12 111 kg pour l'ensemble des animaux de l'exploitation.**

**La quantité de phosphore sera respectivement de 7 362 kg et 9 263 kg.**

**Article 3** – L'alinéa 1<sup>er</sup> et l'alinéa 2 du paragraphe III point 1 de l'article 7 de l'arrêté d'autorisation n° 32.344 en date du 31 octobre 2002, sont modifiés comme suit :

**Alinéa 1<sup>er</sup>**

L'exploitant procédera au compostage des fumiers de volailles avec transfert d'une partie du compost par les établissements N2TA dont le siège social est situé au lieu-dit « La Lande » à PARIGNE et MICHEL dont le siège social est situé au lieu-dit « Les Hauts Rochers » à SAINT-GERMAIN-EN-COGLES.

**Alinéa 2 du paragraphe III point 1**

Ces établissements procéderont à l'enlèvement du produit normalisé à raison de 130 tonnes (4 117 un. N avant abattement, 3 250 un. N après abattement) par la société N2TA et de 75 tonnes (2 375 un. N avant abattement, 1 875 un. N après abattement).

**Article 4** – L'alinéa 3 de l'article 8 de l'arrêté d'autorisation n° 32.344 en date du 31 octobre 2002, est modifié comme suit :

L'élimination de l'autre partie des effluents s'opérera par épandage sur 33 ha 16 de terres exploitées par l'E.A.R.L. LA GLAINE et sur 47 ha de terres mise à disposition par les exploitants suivants :

G.A.E.C. DE LA CHANTELAIS, « La Chantelais » à LA BAZOUGE-DU-DESERT :

➤ 41 ha 8 qui recevront du compost (l'équivalent de 840 un. U avant abattement, 663 un. N après abattement).

S.A.R.L. MACHARD, « La Planconnais » à LA BAZOUGE-DU-DESERT :

➤ 5 ha 23 qui recevront du compost (l'équivalent de 313 un. N avant abattement, 247 un. N après abattement).

#### **LES AUTRES ARTICLES : SANS CHANGEMENT**

**Article 5** - Le Secrétaire Général de la Préfecture d'Ille-et-Vilaine, le Sous-Préfet de Fougères, le Maire de LA BAZOUGE-DU-DESERT et l'Inspecteur des Installations Classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Rennes, le 12 AVR. 2007

Pour le Préfet, et par délégation  
Le Secrétaire Général



Gilles LAGARDE